

Paris, le 28 juillet 2010

Réactions de FO Energie et Mines

La Présidence de la République a annoncé hier soir un certain nombre de décisions prises au sein du Conseil de Politique Nucléaire récemment créé, celles-ci étant fortement inspirées du rapport Roussely dont une synthèse vient d'être enfin publiée, après plusieurs mois d'embargo.

FO Energie et Mines tient d'abord à souligner son accord avec **le renforcement du rôle de l'Etat mais aussi d'EDF**, entreprise dont l'Etat détient 85% du capital. Pour FO, en effet, ni l'énergie, ni le nucléaire ne sont des industries comme les autres et elles justifient toutes les deux un rôle accru de la puissance publique.

Dans ce cadre, FO Energie et Mines approuve la volonté des pouvoirs publics **d'instituer un partenariat stratégique entre EDF et Areva**, deux grandes entreprises publiques, « couvrant l'ensemble de leurs domaines d'activité d'intérêt commun » et à l'exportation, « chaque fois que les besoins des clients le nécessiteront, sur une organisation s'appuyant sur la compétence d'exploitant et d'architecte ensemblier d'EDF ».

FO Energie et Mines soutient également la volonté des pouvoirs publics **de certifier le réacteur ATMEA** « pour mieux répondre à la diversité des besoins des clients », ce qui n'interdit évidemment pas **des partenariats comme c'est déjà le cas aujourd'hui entre EDF et GDF Suez**.

FO Energie et Mines affirme que EDF doit rester le seul exploitant en France du nucléaire pour des raisons évidentes de sûreté.

Le Conseil de Politique Nucléaire a enfin demandé au Gouvernement de lui proposer des mesures complémentaires **sur le renforcement de la recherche et développement, le potentiel en matière de ressources humaines et les conditions de travail des salariés du secteur nucléaire**.

Sur tous ces sujets importants, FO Energie et Mines entend prendre toute sa place et faire valoir ses revendications et nous demandons d'ores et déjà au ministre Borloo de nous recevoir.